

Source : <https://www.lalibre.be/debats/opinions/la-belgique-medaille-d-or-mondiale-de-l-hypocrisie-climatique-5c5057937b50a6072424f0c0>

Téléchargement 30 01 2019

La Belgique, médaille d'or mondiale de l'hypocrisie climatique

Contribution externe Publié le - Mis à jour le 29 01 2019



Opinion

Par Franklin Dehousse, professeur à l'Université de Liège, ancien représentant de la Belgique dans les négociations européennes, ancien juge à la Cour de justice de l'Union européenne.

Nos gouvernants accordent plus d'importance à leur standing et carrière personnelle qu'au réchauffement climatique. Ils font l'inverse de ce qu'ils affirment devant les caméras. Comment s'étonner après du discrédit de la politique, spécialement chez les jeunes ? Nous avons besoin de réelles décisions, prises par des responsables.

Les manifestations pour le climat sont une mobilisation bienvenue du public pour une cause essentielle. Les réactions des gouvernants, en revanche, oscillent souvent entre le risible et la manipulation. "Nous voulons une autre politique du climat", scandent les manifestants. "Nous aussi", répondent avec pathos les ministres compétents à la télévision. Alors, on se demande pourquoi ils ne l'ont pas déjà mise en œuvre depuis 2014, date de formation des gouvernements. Cette schizophrénie est évidemment liée aux élections proches, mais elle contribue encore au discrédit de la politique, spécialement chez les jeunes.

Orgie de communication creuse

Comment pourraient-ils comprendre par exemple Mme Schauvliege, ministre flamande, qui se déclare "renforcée par les manifestations". Doit-on croire qu'elle voit des panneaux que personne n'a vus ? Comment comprendre Mme Marghem, ministre fédérale, qui affiche même son désir de participer aux manifestations ? (En portant un panneau "Marghem, démission !", peut-être, voilà qui pourrait être original). Sans compter tous les autres responsables qui viennent chacun avec leur petit cadeau budgétaire ou fiscal... au nom du changement climatique, bien sûr. De Wever explique que les jeunes ne doivent pas croire aux catastrophes et que les technologies régleront tout (sans doute lit-il tant le pacte ONU sur les migrations qu'il en a oublié le dernier rapport du GIEC, qui laisse seulement 12 ans à la planète pour corriger une trajectoire qui la mène à de forts accroissements de température). Quant

au Premier ministre, il prêche par le contre-exemple en se rendant en jet personnel à Davos, où sa pensée ne laisse pourtant pas le moindre souvenir (Mme Marghem prenait déjà de même un jet personnel pour assister, muette par surcroît, ... à la conférence sur le changement climatique de Katowice). Des comportements qui montrent que nos gouvernants accordent beaucoup plus d'importance à leur standing qu'au réchauffement climatique.

La Belgique, un des quatre Etats de l'UE sous ses objectifs de CO2

Cette orgie de communication creuse masque une mauvaise gestion du climat en Europe (qui continue surtout à consommer beaucoup de CO2 en exportant sa production à l'extérieur). Cette gestion est spécialement mauvaise en Belgique. D'autres pays européens s'en tirent tout de même mieux. Il suffit de visiter le Danemark ou les Pays-Bas, par exemple. En Belgique, rien de fondamental n'a changé depuis 2014. La politique de mobilité était une catastrophe. Elle le reste. (La pollution de l'air et les embouteillages ont même encore augmenté, et nous dépassons régulièrement les normes maximales de l'OMS.) La stratégie énergétique était inexistante, sans perspective sur le remplacement du nucléaire. Elle le reste. Le parc immobilier était vieux et peu performant. Il le reste. Le modèle agricole était intensif et industriel. Il le reste. La taxation environnementale était risible. Elle le reste. Et il n'existe toujours pas de prix du carbone. La Belgique est un des quatre Etats membres en-dessous de ses objectifs de CO2 pour 2020. Surtout, on ne voit pas de réelles perspectives de changement pour tous ces problèmes.

Intrigues de Mme Marghem en coulisses

Pire, parfois la communication politique ne masque pas seulement une inaction crasse, mais une manipulation franche. C'est le cas par exemple quand la ministre fédérale de l'Energie intrigue discrètement dans les coulisses pour faire baisser les objectifs européens pour les émissions de CO2 (un exercice d'ailleurs répété dans le cadre du Benelux, où la Belgique a refusé de soutenir les ambitions des Pays-Bas et du Luxembourg). C'est aussi le cas quand le gouvernement fédéral, sous la pression constante de la N-VA, essaie même de détruire la directive européenne sur l'efficacité énergétique, pourtant un pilier essentiel de la transition énergétique. On mène ainsi en toute discrétion le sabotage de la politique qu'on prétend défendre. Comment s'étonner après du discrédit de la politique ?

La croyance que l'innovation arrêtera le réchauffement climatique

De façon générale, nombre de gouvernants en Europe suivent un chemin dangereux. Ils tentent de se faire (ré)élire en expliquant aux électeurs que demain on rasera gratis, et que le réchauffement climatique s'arrêtera spontanément grâce au marché et à l'innovation. La communauté mondiale des climatologues dit exactement l'inverse (voir le dernier rapport du GIEC). De plus, s'il existe une constante depuis la convention de Rio de Janeiro en 1992, c'est qu'elle a souvent été trop prudente dans ses avertissements. Dans un monde en forte expansion démographique, avec des pays émergents énormes qui commencent seulement à imiter notre mode de vie coûteux en CO2, et un rôle toujours central des énergies fossiles, c'est une illusion de croire qu'on inversera la tendance sans des changements importants de comportement, surtout après autant de temps perdu.

Bricolage bureaucratique digne d'une satire télévisée

En Belgique, toutefois, le bricolage bureaucratique demeure le grand (et seul) mode d'action de l'Etat. De façon révélatrice, après la première manifestation sur le climat, les divers gouvernements

annoncèrent qu'ils avaient pris une grande décision, celle de créer une nouvelle structure dans laquelle ils pourraient discuter de leurs différentes options. C'est digne d'une satire télévisée. Nous avons tellement de ministres et d'administrations que maintenant nous en allons en créer une nouvelle pour gérer le dialogue entre tous les autres ! A ce rythme-là, la mer sera sur la Grand Place de Bruxelles avant qu'on ait accouché d'un programme d'action sérieux. Après des années de concertation largement stériles, nous n'avons pas besoin de débats supplémentaires. Nous avons besoin de réelles décisions, prises par des responsables qui préférablement se concentreront sur le futur de la génération suivante, et pas seulement celui de leur carrière personnelle. Nos jeunes réclament simplement un système qui fonctionne, et ils ont cruellement raison.

Contribution externe